

## L'attitude et l'expérience de l'étranger - 1/3

### Est-ce que c'est facile d'être l'étranger en France ?

La politique et l'économie du pays jouent un grand rôle dans la formation de la politique d'immigration. L'impact économique de l'immigration est souvent un souci principal étant donné que le taux d'immigration grandit dans le monde entier. Beaucoup de leaders politiques soutiennent que les immigrants contribuent positivement aux économies locales et nationales en diversifiant la main-d'oeuvre, ouvrant de nouvelles affaires et payant des impôts. Ces gens préconisent souvent de maintenir ou d'élever le nombre d'immigrants autorisés à entrer dans leur pays.

D'autres pensent que les immigrants sont des fardeaux économiques pour les contribuables et expriment des inquiétudes : l'immigration pourrait mener à un taux de chômage plus haut et à une baisse des salaires pour la population natale. Ce point de vue est souvent le plus fort en Europe, une région qui a souffert d'un haut taux de chômage ces dernières années. Dans les années 1990, Jean-Marie Le Pen, chef du parti d'extrême droite appelé Front National, a attiré une partie significative de l'électorat avec sa demande d'expulser des immigrants Musulmans hors de la France.

Pendant les élections présidentielles 2002, dans son programme politique, Jean-Marie Le Pen a promis d'expulser des immigrants illégaux aussi bien que les immigrants légaux qui commettent des crimes en France. Il a dit que sa première priorité est de défendre les pauvres familles blanches **"menacées"** par les immigrants maghrébins dans les ensembles immobiliers autour de Paris, Lille, Lyon et d'autres grandes villes. Cela a interpellé quelques électeurs à cause des soucis de l'intégration des immigrants, particulièrement les jeunes hommes maghrébins de la deuxième et troisième génération. Pendant un match de football France-Algérie télévisé à l'automne 2001, des français d'origine maghrébine ont hué l'hymne national de la France, la Marseillaise, ce qui a offensé beaucoup de français.

Jean-Marie Le Pen a une mauvaise attitude envers les immigrés. Il a dit dans sa programme : **"demain, les immigrés s'installeront chez vous, mangeront votre soupe et coucheront avec votre femme, votre fille ou votre fils."** Puis il ajoute **"les millions d'immigrés qui sont entrés en France ne sont pas, pour la plupart, entrés pour travailler puisque, théoriquement, il n'y a pas de travail, puisque nous avons déjà des millions de chômeurs. Ils n'y sont pas entrés non plus par simple amour de la France. C'est peut-être le cas de certains d'entre eux, mais ce n'est pas le cas de immense majorité. Ils y sont entrés parce que "Y a bon RMI", "Y a bon sécu."**

De plus, Le Pen a dit que la France est envahie par les immigrants du Tiers-Monde qui prennent non seulement des emplois aux citoyens français et vivent aux frais du bien-être français, mais changent aussi le mode de vie français au point de rendre la culture française subversive. Sa solution est **"dénoncer les accords de Schengen ; supprimer la possibilité pour les résidents étrangers d'être rejoints par leur conjoint et leur enfants."** Aussi, **"rapatrier trois millions d'immigrés en sept ans dans le cadre d'accords bilatéraux de développement"**, **"supprimer les visas de court séjour en France et les remplacer par un cautionnement obligatoire au montant dissuasif."**

De plus, pendant l'élection présidentielle de 2002, Le Pen a reçu la plupart des votes dans des zones proches de concentrations d'immigrants, particulièrement au nord-est et au sud-est de la France, y compris 23 pour cent des voix à Marseille, la deuxième ville de France. Le leader marseillais du Front National a dit : **"l'Insécurité est le souci No 1 des Français - et l'avantage de Le Pen est qu'il en a parlé pendant 15 ans, tandis que les autres disaient que le problème de crime est une illusion et qu'il est paranoïaque. "**

Les partisans de Jean-Marie Le Pen ont dit : **"les gens voient que des programmes spéciaux et des bénéfiques sont inventés pour les secteurs où vivent les immigrés, mais les bon Français n'obtiennent rien."** Les citoyens français et les immigrés bénéficient du même traitement de la part du gouvernement, mais le Front National soutient que, parce que les étrangers ont de plus grandes familles et des revenus inférieurs, ils obtiennent plus de services du gouvernement.

Les secteurs considérés comme **"des quartiers difficiles"** - d'habitude des secteurs d'immigrés - obtiennent des subventions substantielles du gouvernement pour l'éducation, la formation au travail et le développement de la communauté.

## L'attitude et l'expérience de l'étranger - 2/3

Le succès de Le Pen pointe du doigt de nombreuses communautés d'immigrés, les immeubles souvent élevés qui ont été construits à la hâte dans les banlieues dans les années 1960 et les années 1970 qui offrent maintenant peu d'emplois et ont des hauts taux de criminalité. Dans Les Bosquets, à l'extérieur de Paris, le taux de chômage est de 50 pour cent et le crime est effréné. La police y est peu disposée ou incapable d'empêcher le crime - ou les citoyens français d'origine maghrébine de la troisième génération de terroriser les voisins.

Les interviews avec les résidents révèlent que beaucoup de gens sentent que la France leur doit une dette parce que leurs parents sont venus en tant que travailleurs immigrés, ou parce qu'ils sont arrivés d'anciennes colonies françaises et se plaignent du racisme en France. Un Malien a noté que la loi française a été adaptée pour accommoder les unions homosexuelles, mais pas la polygamie. Les musulmans représentent 10 à 15 pour cent des 59 millions de résidents français et plusieurs se plaignent de discrimination.

Les rapports raciaux tendus de la France sont liés au haut chômage, particulièrement parmi les ouvriers peu ou non qualifiés.

Les prolétaires français croient que 4.3 millions d'immigrés du pays prennent leurs emplois. Le chômage des étrangers non européens, surtout des Africains et des Turcs, était de 25 pour cent en 2001, comparé à la moyenne nationale de 8.8 pour cent. Un sondage Harris en mars 2000 a constaté que 60 pour cent des résidents français ont reconnu qu'il y avait trop de personnes "**d'origine étrangère**" en France : 63 pour cent ont dit qu'il y avait trop d'Arabes et 38 pour cent ont dit qu'il y avait trop de Noirs.

Un sondage récent montre que 30 pour cent des gens sont d'accord avec les positions de Le Pen sur "la défense de valeurs traditionnelles"; 26 pour cent sont d'accord avec son attitude envers le crime qui doit être combattu par un système juridique plus dur; et 25 pour cent soutiennent son opposition à la nouvelle immigration et sa demande que les immigrés se conforment à la culture française, parlent français et quittent leur culture d'origine.

Mais est-ce seulement l'effet de Le Pen ? Pas uniquement. Beaucoup de gens accusent les Arabes de tous les maux de la terre : brûler des voitures ; "foutre de bordel" dans les fêtes foraines, écouter le rap de NTM ; vendre de la drogue et d'autres choses.

De plus, beaucoup de jeunes gens soutient Le Pen et contre les immigrés. Par exemple, le garçon, Fabrice, qui soutient Le Pen, comme toute la famille, a dit "au lycée on m'appelle "**le facho**" ou "**Jean-Marie**". Quand la prof de techno a dit que j'étais pour le FN, des Arabes m'ont menacé de mort. Hitler, lui, était raciste. Pas Jean-Marie ! Faut pas mélanger !"

Cependant, les adversaires désignent les délinquants issus de l'immigration, les Maghrébins davantage que les Africains. "**Ce n'est pas du racisme, juste un constat : certains Arabes font chier le monde parce qu'ils se sentent ni d'ici ni de là-bas**", résume un lycéen d'Herblay.

En fait, 33% des jeunes sondés se disaient "**plutôt d'accord**" avec l'affirmation qu' "**en France on ne se sent plus chez soi comme avant**". Questionnés sur leur vision de l'avenir, 25% d'entre eux estimaient que les "différents groupes comme européens, africains, maghrébins, asiatiques vivraient "**séparés**" et connaîtraient des "**crises**" et des "**tensions**".

Puis selon un autre jeune garçon qui est élève de terminale dans un lycée privé : "**Les premiers racistes sont les étrangers qui nous traitent de "culs blancs." Nous, on est prêts à avoir du respect pour eux, mais ils n'en ont pas pour nous.**"

Les étrangers ne sont pas le seul qui souffre de racisme. Par exemple, Jacques R a perdu sa carte d'identité alors il est allé à la préfecture pour obtenir un duplicata. Première surprise : on le prie de fournir tout document prouvant qu'il est français. Le lendemain, il apporte une liasse de "papiers" et, deuxième surprise, se les voit confisquer pour vérification. Trois mois plus tard, la veille de Noël, il reçoit en cadeau une assignation du procureur de la République : son père, affirme le magistrat, a bénéficié par erreur, en 1953, d'un décret de naturalisation. Né en France en 1954 d'un père désormais étranger, et n'ayant pas déclaré pendant sa minorité qu'il optait pour la nationalité française, son fils ne la possède pas. Une action est donc engagée pour le confirmer. Le tribunal d'instance ratifie les conclusions du procureur : Jacques R. n'est pas français.

Effondré, il ne comprend pas : il a toujours vécu en France, y a fait ses études, puis son service militaire, s'est

## L'attitude et l'expérience de l'étranger - 3/3

marié avec une Française, gagne honorablement sa vie (il est commerçant), n'a jamais eu affaire à la police ni à la justice et a obtenu plusieurs fois, sans difficulté, le renouvellement de sa carte d'identité. Par chance, il peut prouver qu'il réside en France depuis plus de dix ans et a toujours été considéré comme français par les pouvoirs publics. Il peut donc bénéficier de la "possession d'état". Deux ans plus tard, le tribunal en convient : à 43 ans, en 1997, Jacques R. devient français. Ce qui n'est pas qu'une clause de style : nés d'un père "**étranger**", ses enfants perdent à leur tour leur nationalité et, comme lui, doivent entreprendre des démarches pour se faire reconnaître la "**possession d'état**".

Ce n'est pas un seul exemple. Lucienne G., 50 ans, avocate née à Strasbourg, installée à Paris et qui a plus d'une fois obtenu le renouvellement de sa carte d'identité. L'administration lui découvre tout à coup des arrière-grands-parents allemands - allemands malgré eux, puisque nés dans l'Alsace conquise et germanisée d'avant 1914. Comme Jacques R., elle sera reconnue française, quelques années plus tard, par "possession d'état". Nullement : si l'on remonte aux arrière-grands-parents, plus d'un tiers de la population française a des origines étrangères. Qui n'est pas né en France de parents français eux-mêmes nés en France risque, à un moment ou à un autre, de devoir prouver sa nationalité. Ou d'apprendre qu'il n'est pas français.